

LA BALEINE

Les Amis de la Terre France

DEPUIS 1973

EDITO
PAR JULIETTE CUTILLAS
VICE-PRÉSIDENTE DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Après deux assemblées fédérales confinées, 2022 signe nos retrouvailles physiques. Et quelle joie d'avoir (enfin) pu fêter ensemble les 50 ans de notre fédération ! Pour que nos luttes riment avec espoirs et victoires, nous devons y insufler de la convivialité et de la joie, voir s'animer ce qui nous réunit et répartir de ce fabuleux week-end gonflés de détermination pour ne rien lâcher face aux obstacles que nous promet ce nouveau quinquennat.

Alors bien sûr que le résultat de cette élection présidentielle est une douche froide et que le scénario *bis repetita* peut miner notre moral. Mais la lutte c'est aussi cela, encaisser les coups durs et les transformer en détermination. Détermination de ne rien lâcher sur les échéances des législatives, parler sans relâche autour de vous de l'importance de ce vote, de la possibilité de ne pas à nouveau faire face au rouleau compresseur d'une majorité présidentielle aveugle à l'urgence climatique et sociale. Se mobiliser et mobiliser les 12 et 19 juin prochains.

Quelle que soit l'issue de ces législatives, nous mobiliserons, résisterons, transformerons. Pour cela, nous continuons à avoir besoin de votre soutien, parce que vos dons font vivre nos luttes et nous permettent plus d'indépendance. C'est grâce à vous, et avec vous, adhérents.es des Amis de la Terre, que nous pourrions continuer à être ce contre-pouvoir et porter nos voix toujours plus haut. ■

EN CHIFFRES

3,6



C'est le pourcentage du temps dédié à la question climatique dans les médias français entre le 8 février et le 4 avril 2022, selon le baromètre de l'Affaire du Siècle.

150



C'est le nombre de militants, journalistes et partenaires des Amis de la Terre présent.es le samedi 21 mai avec les équipes salariées et bénévoles pour fêter les 50 ans de la fédération !

334



C'est le nombre d'organisations qui ont marché le 9 avril pour un avenir plus juste, plus solidaire et plus soutenable.

PAR ANNA-LENA REBAUD / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

DU CÔTÉ DE L'INTERNATIONAL

Paix et énergies fossiles : l'équation impossible

La situation actuelle en Ukraine nous invite à interroger la part de responsabilité européenne dans ce conflit.

Les revenus liés aux énergies fossiles constituent une part importante du budget fédéral russe : cela signifie que nos importations de pétrole et gaz russes ainsi que les activités d'entreprises comme Total sont susceptibles de financer et contribuer à l'agression russe et aux drames qui en découlent.

Cette guerre est une illustration dramatique des liens entre notre dépendance aux énergies fossiles et la complaisance du gouvernement et d'entreprises avec certains régimes autoritaires ou dans des

zones de conflit : en Russie, Ouganda, Tanzanie, Birmanie, au Mozambique... Elle révèle aussi la fragilité économique, sociale et climatique de nos sociétés due à notre dépendance aux énergies fossiles.

Tout doit être mis en œuvre pour que la sortie des énergies fossiles épargne les plus précaires et évite le piège des fausses solutions (nucléaire, gaz naturel liquéfié, hydrogène, gaz de schiste, captation ou compensation carbone) qui nous amèneraient à répéter les erreurs du passé. Pour la paix et le climat, il est nécessaire et urgent d'opérer une véritable transition écologique, fondée sur les énergies renouvelables et la sobriété. ■

PAR STÉPHANE DUPAS / LES AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX



Non à la publicité !

La publicité incite à la surconsommation et a un fort impact environnemental. Le mobilier urbain (abribus et panneaux publicitaires) de la métropole dijonnaise appartient à la société Clear Channel, qui s'en sert pour diffuser les publicités, en vertu d'un contrat prenant fin en octobre 2022. Depuis fin 2020, nous demandons aux élus de la métropole de ne pas renouveler ce contrat.

À la place, nous proposons que la métropole acquière ses propres abribus (terme que

nous préférons à celui d'abribus), sur lesquelles de petites affiches permettront aux associations de quartier, ainsi qu'aux commerçants et artisans locaux de promouvoir leurs activités.

Pour ce faire, nous avons déployé toute une série d'actions : courrier aux élus, interpellations publiques, mise en place d'une exposition de 30 abribus originaux, questionnaire aux associations et commerçants, *land art* avec le recouvrement de publicités par des feuilles d'arbres, sur-affichage expliquant le projet « abribus », etc. Depuis avril 2022, nous recouvrons systématiquement les publicités des banques climaticides. D'autres actions sont prévues, jusqu'à ce que le système publicitaire actuel prenne fin et que notre projet « abribus » soit mis en place. ■

L'ACTU DU TRIMESTRE

PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

3 QUESTIONS À IHAM RAWOOT, DES AMIS DE LA TERRE MOZAMBIQUE



TU ES VENUE EN FRANCE FIN MAI POUR DÉNONCER LES PROJETS GAZIERS AU MOZAMBIQUE ET EN PARTICULIER LEUR FINANCEMENT PAR DES BANQUES FRANÇAISES. PEUX-TU NOUS EN DIRE PLUS SUR L'IMPLICATION FRANÇAISE DANS CES PROJETS ?

Plusieurs banques françaises sont très impliquées dans l'industrie du gaz au Mozambique et participent ainsi au financement de projets d'énergie fossile, qui vont à l'encontre de l'urgence de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. En s'impliquant dans ces projets gaziers, ces banques se rendent complices d'impacts climatiques désastreux, mais aussi de violations de droits humains. Bien qu'elles nourrissent l'industrie fossile, elles dénie toute responsabilité dans la situation au Mozambique. C'est pour dénoncer la complicité des banques françaises dans ces projets délégués que je suis venue en France.

En tant que coordinatrice de la campagne contre les projets gaziers, je travaille beaucoup avec les organisations implantées dans les pays où se trouvent les entreprises, banques et gouvernements soutenant l'industrie du gaz. Presque tous les acteurs concernés se trouvent hors du Mozambique. Avec les Amis de la Terre France, nous travaillons sur la res-

ponsabilité de Total, des banques et de l'État français. Ma venue visait à échanger avec les acteurs français de l'industrie pour leur exposer la situation au Mozambique et les mettre face à leurs responsabilités, pour qu'ils ne puissent plus dire qu'ils ne savaient pas.

EN QUELQUES MOTS, QUELS SONT LES IMPACTS LOCAUX DE CES PROJETS D'INFRASTRUCTURES GAZIÈRES ?

Dans le cadre de la construction des infrastructures d'extraction gazière, plus de 550 familles de pêcheurs et d'agriculteurs ont été déplacées loin de la mer et de leurs terres agricoles, Total les privant ainsi de leurs moyens de subsistance. Beaucoup d'entre elles comptaient sur les compensations financières promises par Total, mais l'entreprise a cessé de les verser depuis son retrait récent du Mozambique. De nombreuses personnes déplacées vivent désormais dans des centres de réfugiés et comptent sur l'aide alimentaire. Les impacts de ces projets sur les communautés sont dramatiques, avant même que l'extraction de gaz n'ait commencé.

Par ailleurs, l'impact climatique de ces projets sera massif : les trois projets risquent d'augmenter les émissions de gaz à effet de serre du Mozambique de 14 %. Par ail-

leurs, même si elle n'en prend pas la responsabilité, l'industrie gazière est au cœur de la violence au Mozambique. En effet, quand la crise a commencé et que des violations des droits humains étaient commises par le gouvernement, celui-ci a été payé par Total et Exxon pour déployer plus de soldats. Plus l'industrie gazière prospère, plus la crise s'aggrave et plus les communautés sont lésées.

QU'ATTENDS-TU DES BANQUES ET DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ?

J'attends des banques françaises qu'elles cessent leurs financements aux projets gaziers au Mozambique. La période actuelle est idéale pour prendre cette décision, car le projet de Total, Mozambique LNG, est temporairement suspendu. Il est vital que les banques se retirent de ce projet avant qu'il ne démarre. Quant au gouvernement français, il doit annuler ses soutiens financiers au projet d'Exxon et Eni, mais aussi son contrat d'importation de gaz mozambicain.

Enfin, l'État français doit contraindre Total à rendre des comptes pour tous les dégâts - tant en termes climatiques que de violation des droits humains - que la société française a déjà causés au Mozambique. Au-delà de l'annulation de ces projets, nous demandons réparation. ■

LE DOSSIER

PAR ÉTIENNE COUBARD / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE



ALORS QUE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ÉTAIT L'OPPORTUNITÉ DE RELEVER ENFIN LES AMBITIONS DE L'ÉTAT POUR TENTER DE RESPECTER LES OBJECTIFS DE L'ACCORD DE PARIS, LA RÉÉLECTION D'EMMANUEL MACRON EST LA PROMESSE DE NOUVEAUX OBSTACLES ET FREINS DANS LA LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE.

PAR ÉTIENNE COUBARD / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

2022, ANNÉE NOIRE POUR LE CLIMAT, LES DROITS HUMAINS ET LA JUSTICE SOCIALE

Au terme d'un mandat qui a vu les inégalités croître et l'État être condamné pour inaction climatique, le Président de la République Emmanuel Macron a été réélu le 24 avril. Marquée par un boycott médiatique des sujets climat, jugés trop « politiques » par de nombreuses rédactions, la campagne présidentielle s'est achevée avec un goût amer. Comme l'impression d'un échec renouvelé face au plus grand défi de l'humanité.

Le premier mandat d'Emmanuel Macron ayant bénéficié d'une majorité écrasante et docile à l'Assemblée nationale, l'Élysée a pu mettre en œuvre ses intentions malgré les oppositions. Ces cinq années ont été ponctuées par des annonces et des promesses, puis des contre-vé-

rités, et enfin des mensonges visant à camoufler l'inaction climatique du gouvernement.

Pourtant, la liste des échecs climatiques du quinquennat qui vient de s'achever est longue : reculs sur l'interdiction des pesticides et la limitation de l'usage des engrais azotés, échec sur la rénovation thermique des logements, garanties financières de l'État pour les projets d'extraction de pétrole et de gaz à l'étranger, soutien au développement d'entrepôts de e-commerce et d'aéroports... D'année en année, les ambitions en matière d'environnement ont été abaissées et reportées. Au bout de cinq ans, les prix des pauvres sont encore plus pauvres, les prix des produits de première nécessité ont augmenté pendant que les mil-

liardaires ont accru leurs richesses et les multinationales leurs dividendes. La dernière image de ce quinquennat restera le rejet de 90 % de mesures proposées par la Convention citoyenne pour le climat, pendant que les 10 % restants ont été réduits à peu de chagrin.

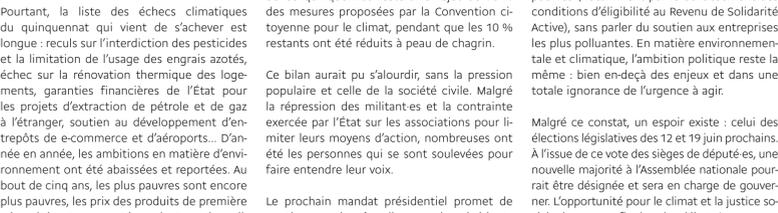
Ce bilan aurait pu s'alourdir, sans la pression populaire et celle de la société civile. Malgré la répression des militants et la contrainte exercée par l'État sur les associations pour limiter leurs moyens d'action, nombreuses ont été les personnes qui se sont soulevées pour faire entendre leur voix.

Le prochain mandat présidentiel promet de continuer sur la même ligne que le précédent : destruction des services publics, accroissement des inégalités et précarisation des plus pauvres (notamment par le recensement des conditions d'éligibilité au Revenu de Solidarité Active), sans parler du soutien aux entreprises les plus polluantes. En matière environnementale et climatique, l'ambition politique reste la même : bien en-deça des enjeux et dans une totale ignorance de l'urgence à agir.

Malgré ce constat, un espoir existe : celui des élections législatives des 12 et 19 juin prochains. À l'issue de ce vote des sièges de député.es, une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale pourrait être désignée et sera en charge de gouverner. L'opportunité pour le climat et la justice sociale de peser enfin dans les débats ! ■

LE DOSSIER

PAR ÉTIENNE COUBARD / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE



ENCORE ET TOUJOURS

ALORS QUE LE PREMIER QUINQUENNAT D'EMMANUEL MACRON A ÉTÉ SYNONYME DE SOUTIEN AUX SECTEURS POLLUANTS ET DE MISE EN ÉCHEC DE NOMBREUSES MESURES AMBITIEUSES EN MATIÈRE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE, SA RÉÉLECTION A PERMETTE LA REPRISE ET L'INTENSIFICATION DE LA RÉSISTANCE.

Depuis 2017, les activistes se sont multipliés pour dénoncer l'incohérence entre les discours de l'Élysée et ses actes. En effet, la détermination du mouvement climatique et les alliances entre ONG et syndicats ont permis de décrocher des victoires et limiter l'étendue des dégâts. C'est ainsi qu'après 20 ans de lutte, les habitants et activistes ont gagné la bataille contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes. Le Val d'Oise a également été le théâtre d'une victoire emblématique, après la bataille acharnée contre le projet de méga-centre commercial d'Europarc. Si le gouvernement n'a cessé de s'auto-dévaloriser la médaille de l'action écologique en se réappropriant ces victoires, ce sont pourtant bien l'organisation et la ténacité des luttes locales qui ne lui ont laissé d'autre choix que d'abandonner ces projets datés d'un autre temps et destructeurs du vivant.

Conscientes que le précédent gouvernement a tout fait pour museler les contre-pouvoirs (et ce jusque dans l'hémicycle), l'urgence des inégalités, et prêter face à l'urgence climatique, et activer les idées d'extrême-droite, nous savons que ces cinq prochaines années devront impérativement être celles d'avancées et victoires pour l'écologie et la justice sociale.

Il n'y a pas de temps à perdre. Sans attendre le résultat des élections législatives, le combat du mouvement climat s'est déjà intensifié et amplifié. Convaincus de la

nécessité de défendre et protéger le vivant et la dignité de chacune, nous déployons tous les moyens et notre pouvoir pour faire pression sur la sphère politique. À travers la production de rapports d'expertise, la coordination d'investigations et d'enquêtes, le lancement de recours en justice pour faire payer les responsables du dérèglement climatique et l'organisation de rendez-vous avec des parlementaires et membres du gouvernement, nous ferons avancer nos sujets, pour que les victoires locales s'accompagnent d'avancées concrètes à l'échelle nationale. Ces leviers de plaidoyer doivent être renforcés par des mobilisations massives dans la rue et dans les urnes lors des législatives, pour que l'écho de la résistance résonne jusque dans les sièges des multinationales et dans les lieux de pouvoir.

Ensemble, nous sommes une force immense. Nous avons le pouvoir d'inverser, par ténacité et dossierer le système capitaliste, la destruction du vivant et le dépassement des limites planétaires essentielles à un nouveau récit : celui d'une écologie décoloniale, féministe et populaire. ■

un nouvel horizon, pour faire en sorte que le système capitaliste, la destruction du vivant et le dépassement des limites planétaires essentielles à un nouveau récit : celui d'une écologie décoloniale, féministe et populaire. ■

Qu'ATTENDS-TU DES PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

La pluralité de la prochaine Assemblée est essentielle. Il faut plus de négociations et de débats, avec une majorité contrainte de faire des compromis. Lorsqu'on établit un rapport de force, ça permet toujours d'être victorieux. ■

bit.ly/39G8muo

LE SAVIEZ-VOUS ?

SUR LES 2 PRINCIPALES ET PRINCIPAUX CANDIDAT.ES À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, SEULS 2 PROPOSAIENT UN PROGRAMME À LA HAUTEUR DU DÉFI CLIMATIQUE, SELON LE RÉSEAU ACTION CLIMAT.

L'ABSTENTION AU PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2022, QUI S'EST ÉLEVÉE À 26%, CÔTOIE DE PRÈS LES 28% D'ABSTENTION DU PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2002.

INTERVIEW PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Benjamin Source,
CO-FONDATEUR DE
VoxPublic

QUE FAIT VOXPUBLIC ?

Nous formons et outillons des collectifs et associations aux techniques de plaidoyer et d'interpellation, tout particulièrement sur les sujets de discriminations et d'injustices sociales. Le but de VoxPublic est de faire entendre la voix de celles et ceux qui en manquent, car ce sont souvent les personnes les plus touchées par des discrimina-

tions ou les inégalités qui sont les plus écartées du débat et des décisions publiques.

SUR LES DERNIERS ASTU TRAVAILLÉ CES DERNIÈRES ANNÉES ?

Nous avons beaucoup travaillé pour des collectifs de solidarité avec les personnes exilées, avec par exemple Utopia 56, ou par la création d'une cartographie mettant en lien les personnes exilées et les collectifs d'accueil (sur-saut-cityen.org). Nous avons également soutenu les grévistes de la faim de Calais. Sur les contrôles au faciès, nous accompagnons les ONGs qui ont lancé la toute première action de groupe contre l'Etat pour discrimination systémique. Plus récemment, nous avons intégré le sujet de la justice environnementale,

car nous avons remarqué que les populations les plus exposées aux inégalités étaient aussi les plus exposées au racisme environnemental et aux justice imposés sans concertation. La justice sociale et environnementale est désormais au cœur des activités de VoxPublic.

COMMENT AS-TU VÉCU LE DERNIER QUINQUENNAT, EN TERMES DE PLAIDOYER ?

Les cinq dernières années ont été très compliquées. Au lieu d'aider des associations à faire du plaidoyer pour défendre leurs sujets auprès des décideurs, nous nous sommes retrouvés à conseiller des associations qui étaient victimes de la répression du gouvernement. L'écrasante majorité LREM à l'Assemblée a permis de tout faire passer sans réel débat, voire même d'expul-

ser les personnes au sein de cette majorité qui avaient les voix critiques. La loi séparatisme, qui restreint les moyens d'action des associations et augmente ceux de leur répression, en est un exemple criant : notre travail d'alerte et de plaidoyer n'a servi à rien, toutes les restrictions aux libertés associatives sont passées.

Qu'ATTENDS-TU DES PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

La pluralité de la prochaine Assemblée est essentielle. Il faut plus de négociations et de débats, avec une majorité contrainte de faire des compromis. Lorsqu'on établit un rapport de force, ça permet toujours d'être victorieux. ■

bit.ly/39G8muo

DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES

La Fédération s'engage contre les violences, le harcèlement sexuel et autres agissements sexistes

PAR LÉA KULLIANDRI / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Afin d'assurer un environnement militant et de travail sûr, respectueux et fécond pour toutes, les Amis de la Terre France ont adopté une politique contre les violences, le harcèlement sexuel et les autres agissements sexistes. Cela s'inscrit dans la position politique plus globale des Amis de la Terre à l'échelle internationale, et fait partie intégrante de nos luttes pour la justice, pour l'égalité, et de la lutte contre le patriarcat et pour le changement de système.

QUE DIT CETTE POLITIQUE ?

Elle s'articule autour de 5 principes clés : tolérance zéro, prévention, articulation autour de la personne survivante (terme plus approprié que celui de « victime », respect de l'intimité et en fin, respect des échéances, transparence et efficacité.

Elle vise aussi, tout également les comportements nocifs, mais à prévenir la mettre en place un mécanisme de soutien et d'accompagnement des personnes survivantes. Des personnes de confiance, envers qui la

personne survivante pourra se tourner, sont identifiées : l'élue au CSE, deux personnes désignées au sein du Conseil Fédéral et une personne-contact au sein de chaque groupe local ou affilié.

Cette politique contient également un mécanisme interne de réponse, avec la mise en place d'un comité des griefs chargé de traiter les plaintes, d'enquêter et de soumettre un rapport au Conseil Fédéral, qui prendra la décision finale. Il sera joignable à cette adresse mail : comitedesgriefs@amisdelaterre.org.

À QUI S'APPLIQUE-T-ELLE ?

Cette politique s'applique à toutes les salariées, stagiaires, services civiques, aux membres du Conseil Fédéral et aux membres des Conseils d'Administration des groupes locaux et affiliés, mais également aux adhérents.es, bénévoles et militantes, partenaires, consultants et prestataires, aux collectifs et associations partenaires, et enfin, aux personnes extérieures qui participent à nos événements et activités. ■

de VoxPublic ; Léa Kulinski, des Amis de la Terre France ; Juliette Renaud, des Amis de la Terre France.

COORDINATION DE LA PUBLICATION
Julia Orain • 01 48 51 32 22
julia.orain@amisdelaterre.org

GRAPHISME ET MAQUETTE
Zelda Mauger
mauger.zelda@gmail.com

IMPRESSION
Nautillus SuperWhite blanc FSC. Recycled 100% 100 g/m² STIPA • stipa.fr

ROUTAGE
Presse-Pluriel • contact@pressepluriel.fr

DU CÔTÉ DE LA RÉSISTANCE



Des activistes ougandais.es en tournée européenne contre les projets de Total

PAR JULIETTE REBAUD / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Depuis 2019, nous nous mobilisons contre les projets Total, en Ouganda et au Mozambique. Total prévoit de forer plus de 400 puits de pétrole (dont un tiers dans une aire naturelle protégée) et d'oustrander une oléoduc géant qui traversera l'Ouganda et la Tanzanie. Une bombe climatique déjà responsable de l'expropriation de plus de 100 000 personnes.

En mars, en partenariat avec la 350e org et Makenese, nous avons organisé une visite en France et en Europe de 4 partenaires ougandais.es : Vanessa Nakate, Maxwell Atuhura, Diana Nabiruma et Hilda Flavia Nakabuye. Leur venue a commencé fort avec leur présence à la marche pour le climat où, pour la première fois, il y avait un cortège dédié « Stop EACOP ». S'en est suivi un intense marathon de 15 jours : des interviews dans

les médias, une conférence publique, ainsi que des rendez-vous avec des décideurs politiques et des financeurs de Total. La tournée s'est achevée par un passage à l'ONU à Genève, une rencontre avec le Pape à Rome et une action devant le siège de Total.

Le bilan immédiat est très positif. La couverture médiatique inédite a permis de faire monter la pression sur Total et le gouvernement français. 18 députés.es de 7 groupes politiques différents ont publié une tribune dans Le Monde appelant à l'abandon des projets Tilenga et EACOP, et dénonçant les soutiens de l'État français. Enfin, de nombreuses militantes.es ont rejoint la mobilisation citoyenne, qui promet de continuer de grandir jusqu'à l'abandon de ces projets mortifères. ■

bit.ly/39G8muo

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Khalid Gajji

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES
Julie Cutillas, Vice-Présidente des Amis de la Terre France ; Anna-Lena Rebaud, des Amis de la Terre France ; Stéphane Dupas, des Amis de la Terre Côte d'Or ; Julia Orain, des Amis de la Terre France ; Etienne Coubard, des Amis de la Terre France ; Benjamin Source,

FAIRE UN DON

LES AMIS DE LA TERRE
N° 2007 / MARS 2022
N° CPPAP 0419 / 86222 / ISSN 1969 9212
Les Amis de la Terre • 01 48 51 32 22
MUNDO-MO, 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil
france@lesamisdelaterre.org
www.amisdelaterre.org

Oui, je soutiens les actions des Amis de la Terre !

Les Amis de la Terre France